

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 102 (1957)
Heft: 8

Artikel: Le malaise de l'armée française
Autor: Revol, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342827>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG Georges Rapp

Administration : Lt-colonel Ernest Buetliger

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II. 5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50
Prix du numéro : Fr. 1.50

Le malaise de l'armée française

« Il est triste que tout se modifie au milieu de nous, et que la destinée des Armées soit la seule immobile. » Quand Vigny écrivait cela, en 1835, il jugeait sur les apparences d'un passé encore récent. Sous l'ancien régime, l'armée était celle du roi ; la vertu de l'officier, c'était de lui être fidèle. La tentative avortée d'armée nationale, en 1792, avait rapidement fait place à l'armée impériale et la fidélité de l'officier passant du roi à l'empereur, l'armée, incapable de se libérer d'un attachement strictement personnel, semblait bien vouée à l'immobilité dont parle le poète.

Ne dut-elle pas, avant d'atteindre au niveau d'un patriotisme intégral, s'imposer une période de repliement sur soi, tout au long des monarchies constitutionnelles du siècle dernier ? Etroitement confinée dans son état « d'armée de métier », isolée de la nation, elle prit pour idéal la mission qu'on lui avait confiée : la conquête de l'Algérie ; mission à laquelle elle s'identifia si complètement qu'en ayant transporté les usages sur les champs de bataille d'Europe, elle disparut avec les régimes l'ayant patronée.

L'armée qui lui succéda, la « nation armée » ébauchée à partir de 1870, tend de plus en plus, après des vicissitudes diverses, vers son complet achèvement.

Ainsi les systèmes d'armée frappés l'un après l'autre de maladies mortelles, se succèdent comme la génération des pères cède la place à celle des fils. Mais en dehors de ces grands effondrements, parce que l'armée est un organisme vivant, qu'« elle a sa jeunesse, ses mues, ses fièvres et ses langueurs », sa santé se trouve parfois ébranlée par des malaises plus ou moins graves, crises de croissance ou accidents passagers, dont il importe d'établir les diagnostics afin de leur appliquer les traitements convenables. On va voir combien le malaise actuel présente de curieuses analogies avec le malaise éprouvé par l'armée royale au cours du XVI^e siècle.

* * *

Au XVI^e siècle, une radicale transformation organique était en train qui provoquait un trouble profond, parmi les cadres permanents. Le progrès de l'arme à feu portative marquait le temps où, dans la bataille, l'infanterie allait prendre le pas sur la cavalerie. « L'ancien et le nouveau se joignaient sans bien s'accorder. » Toutes les traditions du combat étaient bouleversées. La lourde cavalerie bardée de fer n'a pas encore disparu et bien des chefs considèrent qu'une mêlée confuse où la force physique du combattant reste l'idéal, alors que le manant armé d'une arquebuse se moque de l'héroïsme du chevalier. L'art militaire serait-il en faillite ? On crie d'abord à la trahison : Bayard ordonnait qu'on pendît tout porteur d'arquebuse ! Puis, on s'ingénie à s'adapter, ce qui se fait lentement, au prix de bien des hésitations, voire des retours en arrière...

En 1557, le royaume est las ; l'état des finances est précaire ; une banqueroute retentissante vient d'amorcer la crise d'inflation qui s'étendra bientôt à toute l'Europe occidentale. Là-dessus, la guerre s'engage contre l'Espagne. On connaît

les faits. L'armée anglo-espagnole entrée en France par Givet est commandée par l'actif duc de Savoie Emmanuel-Philibert. Le connétable de Montmorency lui fait face, un chef faible, indécis, prudemment circonspect. La « drôle de guerre » qu'il mène excite les sarcasmes de l'opinion. L'adversaire poussant jusque devant Saint-Quentin, la route de Paris est ouverte. Alors Montmorency accourt et, rendu subitement téméraire, il livre bataille, éprouve en quelques heures un désastre complet.

La réaction du pays est immédiate. Sous la conduite du roi Henri II, de la reine Catherine, des autorités parisiennes, la résistance s'organise. François de Guise, bon général, est rappelé d'Italie ; avec les troupes dont il dispose, il surprend et enlève Calais aux Anglais. Ce succès dissimule aux Français leur défaite ; aussi accueillent-ils d'enthousiasme la paix du Câteau-Cambrésis. Chez les militaires, elle provoque au contraire déception et concert unanime de récriminations.

Le traité met un point final aux guerres d'Italie. Or l'Italie était depuis longtemps le terrain par excellence où la noblesse guerrière allait s'entraîner au métier des armes. Nombre de gentilshommes peu fortunés — les cadres permanents de l'époque — furent démobilisés. Privés de leurs moyens d'existence, ils réclamèrent les arrérages qu'on leur devait, les pensions qu'on leur avait promises. L'extrême pénurie du trésor ne permit pas de les satisfaire. Il y avait donc parmi eux une forte opposition très montée contre le gouvernement.

Au même moment, la Réforme française, sortant de sa période d'aspirations indécises, prenait tournure de protestation politique. Insensiblement, l'Eglise calviniste devenait une coalition d'idées et d'intérêts, un parti et une armée dans laquelle affluèrent les cadres licenciés, prêts à entreprendre cette « guerre révolutionnaire » que seront les guerres de religion. Lutte idéologique, le pire des conflits puisque, avec l'intervention de l'étranger, il dresse les uns contre les autres, les citoyens d'une même patrie.

* * *

Le malaise dont souffre l'armée française d'aujourd'hui a des causes immédiates auxquelles il est possible de remédier et des causes profondes ; elles risquent de mettre en péril l'ensemble de l'organisme. Comme il est essentiellement celui de ses cadres actifs, il importe de définir au préalable leur état d'âme si l'on veut bien comprendre les motifs de leur trouble. Un esprit de sacrifice sans restriction les anime pourvu qu'il s'applique à un objet positif et bien déterminé ; à chacune des étapes de leur carrière, ils cèdent à un intense besoin d'action.

Esprit de sacrifice. Voici un fait. En 1914, après la bataille de Charleroi, Lanrezac ayant décidé de replier sa 5^e armée en direction de Vervins, avait ordonné l'évacuation du fort d'Hirson. J'étais chargé de vérifier l'exécution de cet ordre. Dans la belle matinée d'un ciel d'août, sur une route jalonnée par les cadavres aux ventres gonflés des chevaux du corps de cavalerie Sordet, j'approchais du fort lorsque je rencontrai sa garnison qui venait d'en sortir. Les hommes, placides territoriaux pour la plupart, engoncés dans leur longue capote de mobilisation non encore défraîchie, se réjouissaient à la certitude d'échapper aux bombardements de l'envahisseur. Un capitaine les conduisait. Cheveux grisonnants, encore dans la force de l'âge, son front paraissait soucieux. Après l'avoir mis au courant de la situation générale, il m'indiqua les mesures prises afin de rendre l'ouvrage inutilisable. Et son exposé s'acheva sur cette confidence émouvante : « Je pars à regret. J'avais dit adieu à ma femme, embrassé mes enfants. J'étais résolu à m'ensevelir sous les ruines du fort. A présent, *il va falloir recommencer sans savoir quand ni comment.* »

Besoin d'action. Si vif qu'il pousse parfois à des propos déraisonnables quand ce n'est pas à des gestes absurdes. C'est un Lyautey faisant cette profession de foi incompréhensible à la jeunesse de notre époque : « L'homme qui vaincra sera celui qui aime l'action pour l'action, qui ne ménage pas sa monture, cherche midi à quatorze heures ; qui, grenouille, osera se faire aussi grosse que le bœuf. Peut-être en crèvera-t-il, mais il

aura vécu. » C'est un Grandmaison, désireux d'inculquer aux grands chefs et aux états-majors l'esprit d'initiative qui fit tant défaut à ceux de 1870, s'écriant : « L'imprudence est la meilleure des sûretés... L'énergie de l'exécution rachète toutes les faiblesses et répare toutes les erreurs ». Doctrine tellement en rapport avec le tempérament français qu'elle se répandit jusqu'aux plus bas échelons de la hiérarchie. Témoin encore ce commandant de région, rongé par son frein dans l'inaction forcée de sa province : l'hiver dernier dans une réunion rotarienne, il suggérait de substituer la main d'œuvre militaire aux ouvriers civils et de confier la tâche de l'éducation nationale au ministre de la défense !

* * *

Toutes les armées, sauf celles qui partent de zéro, sont profondément troublées par les transformations rapides et radicales que subissent les armements. L'importance acquise par le matériel, l'emploi de projectiles nucléaires, d'engins téléguidés engendrent parmi les cadres du XX^e siècle, au point de vue de leur technique professionnelle, un genre de déception comparable à celle qu'éprouva au XVI^e une chevalerie démodée quand l'arme à feu portative relégua dans le domaine des vieilles lunes la vaillance individuelle et la force du bras.

Ce choc, l'armée française l'a ressenti plus profondément que les autres. Parce qu'elle est une vieille armée, imbue de traditions, les unes respectables, les autres tournant à la routine, la tendance chez ses cadres persiste de se maintenir dans un conformisme presque systématique ; il ne va pas sans quelque orgueil, source bien souvent des pires déceptions.

Elle souffre dans son moral à cause de la part infime qui lui incombe dans la rénovation du système des armements. Elle avait pris la première place dans l'utilisation organique de l'aviation ; elle avait créé de toutes pièces l'arme nouvelle du char de combat. A présent, on lui conteste le droit de s'intéresser aux secrets et au développement de l'arme atomique ;

on la dirait vouée par ses alliées à ce rôle de « piétaille » qu'elle a d'ailleurs, durant des siècles, si honorablement tenu.

Et que dire de l'effacement subi par son commandement ! Tandis qu'un Joffre puis un Foch ont exercé, avec un prestige encore inégalé, la direction de la coalition au cours de la première guerre mondiale ; que l'armée française était celle auprès de laquelle toutes les autres et même les plus grandes, venaient s'instruire ; qu'elle possédait une équipe de commandants d'armée comparable à la pléiade des maréchaux de Napoléon ; aujourd'hui, elle endure le discrédit que lui valut la seconde guerre mondiale. Car les prouesses de la Résistance en Italie avec Juin, en France avec Leclerc, sur le Rhin avec de Lattre, n'étaient qu'accessoires dans un ensemble la dépassant de façon prodigieuse ; si elles ont donné à certains esprits l'illusion de la victoire, elles n'ont pas effacé chez les cadres de l'armée le souvenir de la défaite subie en 1940, pas plus que jadis Calais n'avait pu leur faire oublier Saint-Quentin.

Ces cadres s'interrogent sur le sens de leur mission en Europe. Ils n'éprouvaient aucun doute quand il s'agissait, à l'époque de la revanche, de reconquérir les terres que l'Allemagne avait arrachées et la victoire de 1918 sanctionnait un « idéal vécu » si bien dépeint par le général Weygand. En 1939, quoique l'adversaire fût encore le même, l'objectif était moins net ; on avait commis cette hérésie d'organiser une armée strictement défensive au service d'une diplomatie follement offensive ; ce qui joint à un commandement pusillanime, explique de façon surabondante la rude épreuve de 1940. Aujourd'hui, l'O.T.A.N. se situe en prévision d'un conflit très au-dessus des responsabilités de la France et, par suite, de la compétence de son armée. Forger celle-ci en vue de s'opposer par les armes à une offensive de l'Union soviétique que nombre d'indices rendent douteuse, n'est-ce pas offrir à ses cadres une perspective d'autant moins engageante que le rôle technique qui leur serait imparti resterait plus mesuré ?

Tant d'amertume ne les empêche pas d'être depuis de longues années sans interruption sur la brèche. Ils crurent, un

moment, avoir l'occasion de se consacrer en Indochine à une tâche vraiment nationale. Le pays ne les suivit pas. Nouvelle occasion offerte aujourd'hui avec les événements d'Algérie. Ils ont imposé une reconversion brutale d'unités faites pour la grande guerre d'Europe en détachements aptes à une simple guérilla ; ce qui étant donné la nature des matériels en usage représentait un effort considérable tant du point de vue organique qu'en matière de dressage et d'entraînement.

De si brusques variations ne sont pas sans apporter, avec des hésitations, un certain trouble dans l'esprit de l'armée. Encore s'interroge-t-elle, toujours prête à un total sacrifice, sur la volonté qu'a la France de maintenir son indépendance nationale, le fondement le plus sûr de toute activité militaire. Ainsi, aux causes techniques du malaise actuel des cadres s'ajoutent celles dérivant de l'estime et de la considération dont ils jouissent parmi leurs concitoyens.

* * *

« Une race d'hommes, a dit encore Vigny, toujours dédaignée ou honorée outre mesure selon que les nations la trouvent utile ou nécessaire ».

Le Français, guerrier dans l'âme, est par vocation antimilitariste. Il a horreur de la caserne, de la discipline qui y règne ; il ridiculise l'esprit militaire et ceux qui s'appliquent à le lui inculquer. C'est le propre des intellectuels de dénigrer l'action pour s'entendre aux spéculations de la pensée ; aussi les voit-on mener le combat contre l'armée vouée aux missions énergiques, et la discréditer : jugez-en par ce qui se passe au sujet de la rébellion algérienne.

Cet antimilitarisme latent s'accroît à chaque vague de pacifisme consécutive aux périodes de grand conflit. Ainsi du fameux grand dessein que Sully attribuait à Henri IV : il faisait suite aux guerres de religion ; comme le projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre, aux guerres de Louis XIV ; la Sainte-Alliance, à celles de la Révolution et de l'Em-

pire ; la S.D.N. et l'O.N.U. à chacun des conflits mondiaux du XX^e siècle. L'événement a beau ruiner l'un après l'autre ces rêves généreux de fraternité universelle, l'humanité s'obstine à y revenir avec plus de zèle touchant que de franc réalisme : que l'on se reporte aux interminables arguties dont sont marquées les délibérations sur le désarmement ! En France, on s'y attache avec l'espérance un peu naïve d'aboutir, par une réduction des forces militaires, à une réduction équivalente des chances de guerre.

Sophisme dangereux. L'évolution en cours de la notion de patrie contribue à l'accréditer. Le même phénomène s'ébauche qui s'est produit dans le monde d'autrefois. La cité antique s'était effondrée sous la double poussée des transformations de la pensée religieuse, philosophie ou christianisme, et de la conquête romaine. L'immense construction qui en était résultée dégénéra à son tour en un morcellement de féodalité infinitésimale.

Une lente reconstruction s'ensuivit à la manière des oscillations du pendule. Parvenue au stade des nationalités, elle tend aujourd'hui à s'élever d'un degré. Nous abordons la phase des organisations supranationales et les Français troublés par un intense désir de changement, inquiets d'un réveil de nationalismes dont ils sont les victimes, s'engagent délibérément dans les risques des prochaines institutions. Tout se mêle dans leur imagination. Si, par esprit d'antimilitarisme ils ont rejeté la communauté européenne de défense, ils s'attachent à réussir dans les domaines économique et culturel. Marché commun, Euratom, Europe des six ou des dix-huit, communauté franco-nord africaine, Eurafrique, que sais-je encore ! On déclare périmé le « quadrillage rigide de frontières moulant uniformément nationalités, cultures ou économies. ».

A jongler ainsi avec les frontières, il n'est plus question de s'intéresser à leur défense. A quoi bon dès lors entretenir une armée dont le rôle essentiel serait précisément d'assurer cette défense ! D'où la déconsidération qui s'attache aujourd'hui aux choses de l'armée. Et tandis que vers la fin du siècle

dernier la carrière d'officier était recherchée par une élite, qu'elle jouissait d'une réputation de bon aloi dans les premiers rangs de la société, qu'elle constituait une sorte d'aristocratie largement ouverte, elle se voit aujourd'hui reléguée à une place fort dépréciée dans l'estime des professions libérales. Les candidats aux écoles militaires n'excèdent guère le nombre des places offertes, d'où un abaissement regrettable de la culture générale. Peu d'élèves sortant de l'Ecole polytechnique restent dans l'armée. A notre époque où le matérialisme l'emporte sur les valeurs de sentiment, la médiocrité des ressources, l'absence de confort, l'instabilité des situations éloignent du métier militaire ; si bien que celui-ci, toujours recherché par quelques idéalistes persévérants, offre le refuge commode de ses emplois à la foule de ceux qui se refusent à aborder les difficultés immédiates de la lutte pour la vie.

L'état de guerre prolongé contribue, pour sa part, à l'abaissement du niveau social du corps d'officiers. Que l'on ne me fasse pas dire ce que je suis loin de penser : une armée n'aura jamais trop de gens ayant fait la guerre. Encore est-il nécessaire que ses cadres supérieurs possèdent, avec la pratique du champ de bataille, les qualités de savoir et d'intelligence exigées de quiconque exerce, sur d'autres hommes, un commandement. Or le fait de s'être brillamment comporté au feu à la tête d'une section ou d'une compagnie ne suffit pas à donner l'assurance que l'on sera apte à commander un régiment ou autre unité supérieure. On l'a trop méconnu à la suite de la première guerre mondiale. La qualité des états-majors dans l'armée de 1939 ne pouvait pas ne pas se ressentir de ce qu'on avait admis *sans examen* à l'Ecole supérieure de guerre, les officiers ayant été blessés de 1914 à 1918. Des guerres se succédant à une cadence trop rapide ne permettent pas d'élaguer en temps opportun, comme cela avait pu se faire après 1870, les cadres de remplacement exigés par les pertes ou le développement des opérations.

Bref, tant d'apports si divers n'ont pas eu un délai suffisant pour fusionner, pour s'amalgamer entre eux. Ainsi s'explique

en une certaine mesure l'espèce d'incompréhension réciproque récemment dénoncée dans la presse, et qui existerait entre les cadres de l'état-major général et ceux de la troupe.

Remous de surface, dira-t-on. Il n'est pas impossible d'y porter remède ; l'expérience l'a maintes fois démontré. Mais il y a plus profond et cela, qui semble irréversible, tend à la persistance du malaise. Il y a qu'une révolution d'ordre psychologique s'accomplit sous nos yeux. Les cadres permanents ont l'impression qu'ils perdent leur raison d'être telle que l'avait établie une tradition multiséculaire.

Sous l'ancien régime, la défense des frontières, la protection des populations civiles étaient l'apanage exclusif de la noblesse. Principe non absolu, certes ; des officiers n'appartenant pas à cette classe privilégiée atteignaient le grade de lieutenant-colonel. D'aucuns parvenaient au généralat : une ordonnance du roi Louis XV, prise en 1750, conférait à ceux-ci la noblesse. Ultérieurement, les officiers de l'armée de métier au XIX^e siècle, se considérant à juste titre comme les héritiers de la classe déchue, conservèrent un statut spécial en échange de l'état de servitude auquel les soumettait le devoir militaire.

Pour tous ces hommes, à toutes les époques, c'était un honneur envié, n'appartenant qu'à eux, de s'exposer à se faire tuer à la tête d'une troupe face à l'ennemi. Il n'y a pas si longtemps encore, dans toute l'armée française, la distinction était rigide entre « combattants » et « non-combattants », comme elle l'est restée dans l'aviation entre « volants » et « rampants » ; cela se traduisait par une différence de solde.

C'est toujours un honneur — pour le moment, tout au moins — mais il est désormais partagé par la foule des officiers de complément venant s'adjoindre aux officiers de l'active. L'application intégrale du système de la nation en armes tend, à la limite, à faire des cadres du temps de paix les cadres du temps de guerre. Découronnés du prestige que leur valait l'héroïsme de leur sacrifice, les cadres permanents se sentent pour la plupart voués au rôle toujours honorable à coup sûr bien que réduit, d'instructeurs, spécialistes des états-majors

et du commandement, de gardiens de la flamme ; mais on tend de plus en plus à les confondre avec la masse encombrante des fonctionnaires et employés de l'Etat.

* * *

Eux-mêmes semblent y incliner. Alors qu'ils jouissaient naguère d'un statut préférentiel, ils ont insisté pour être incorporés dans l'échelle des indices de la fonction publique afin de ne pas être exposés à subir un déclassement. Ils ont obtenu le droit de vote qu'ils réclamaient depuis longtemps. A quand l'éligibilité, la création de syndicats, la faculté de se mettre en grève ?

Certes, dans leur immense majorité, les cadres actuels de l'armée française sont foncièrement loyalistes à l'égard de la République. Comme ont fait leurs prédécesseurs, ils identifient le régime à l'idée de patrie. Qu'on prenne garde toutefois à ce qu'ils ne finissent par acquérir la certitude d'être par trop délaissés. Ne seraient-ils pas alors enclins à se rappeler que les armées vraiment fortes sont celles au service de gouvernements dont l'autorité ne se discute pas ?

J. REVOL
